



Liste de scandales politiques français

2 langues

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#)

Cet article doit être recyclé (août 2023).



Une réorganisation et une clarification du contenu paraissent nécessaires. [Améliorez-le](#), [discutez des points à améliorer](#) ou précisez les sections à recycler en utilisant `{{section à recycler}}`.

Cet article a pour objet de recenser les **scandales politiques français**, dont les **affaires politico-financières** ayant éclaté dans le pays.

Ancien régime, Restauration et Second empire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Exécution pour détournements de fonds publics de [Pierre de Rémi](#)
- Arrestation de [Jacques Cœur](#)
- Exécution pour détournements de fonds publics de [Jacques de Beaune](#), baron de Semblançay
- Arrestation du surintendant des finances [Nicolas Fouquet](#)
- [Scandale des marchés d'Espagne](#)
- [Système de Law](#)
- [Affaire du collier de la reine](#)
- [Liquidation de la Compagnie des Indes orientales](#) (1793)
- 1789 : l'[affaire Réveillon](#) ;
- [Assignat](#)
- 1797 : l'[affaire XYZ](#) ;
- 1816 : le naufrage et les recherches de la frégate française [La Méduse](#) sur la côte ouest de l'Afrique ;
- [Crédit mobilier](#) (1867)

Monarchie de Juillet : 1830 – 24 février 1848 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [Liste de scandales politiques sous la monarchie de Juillet](#).



Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue ! [Comment faire ?](#)

III^e République : 1870-1940 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [Troisième République \(France\)](#).

- [Krach de l'Union générale](#) : banque fondée par [Paul Eugène Bontoux](#), elle connaît une faillite retentissante en février 1882.
- [Scandale des décorations](#) : l'affaire porte sur le trafic de décorations orchestré par [Daniel Wilson](#), député et gendre du président de la République [Jules Grévy](#), en échange d'investissements financiers à son profit. La révélation du scandale en 1887, la campagne de presse qui suit et la fronde des opposants au gouvernement (notamment [Georges Clemenceau](#)) entraîne la démission de Jules Grévy¹. [Daniel Wilson](#) est poursuivi mais acquitté en raison d'un vide juridique².
- [Scandale de Panama](#) : affaire portant sur les problèmes de corruption liée au percement du [canal de Panama](#), révélée en 1892 par [La Libre Parole](#)³. En difficulté financière, la compagnie chargée du projet tente d'obtenir un emprunt public par une vaste opération de corruption de la presse et de parlementaires, mise en place par l'intermédiaire de [Jacques de Reinach](#). Le procès qui suit ne condamne réellement que [Charles Baihaut](#), mais l'impact sur l'opinion s'avère désastreux, et le chantier du canal du Panama est récupéré par les [États-Unis](#)⁴.
- 1894 : l'[affaire Dreyfus](#), condamnation pour trahison d'Alfred Dreyfus - intervention de l'écrivain Émile Zola le 13 janvier 1898 ;
- 1900 : l'[affaire des fiches](#), concerne une opération de fichage politique et religieux dans l'armée française au début du [xx^e siècle](#), réalisée par des [loges maçonniques](#) du [Grand Orient de France](#) ;
- [Complot des panoplies](#) : perquisitions conduites à l'[Action française](#) à la suite d'une campagne de presse contre le [Bonnet Rouge](#) en 1917.
- [Affaire des emprunts russes](#), reniés par le régime soviétique en décembre 1917 : 1,6 million d'épargnants français dépossédés.
- [Affaire de l'héritage Crawford](#) : legs imaginaire portant sur plus d'une centaine de millions de francs-or.
- [Affaire de la Banque industrielle de Chine](#) : sur fond de concurrence acharnée entre institutions financières et d'intrigue opposant le Quai d'Orsay au ministère des Finances, le gouvernement refuse au dernier moment d'intervenir pour sauver la Banque industrielle de Chine, entraînant sa [faillite](#) et l'effondrement de la valeur de ses actions.
- [Scandale des faux bilans de la Banque de France](#) : en 1924, la [Banque de France](#) falsifie sa [Situation hebdomadaire](#) afin de soutenir le redressement du franc. La révélation de la falsification provoque la chute du [gouvernement Herriot I](#).
- [Affaire Hanau](#) : la financière [Marthe Hanau](#) fonde en 1925 *La Gazette du franc* et promeut des [placements boursiers](#) au profit de sociétés à l'activité fictive. Le système s'écroule à la fin de l'année 1928 et déstabilise le gouvernement du [cartel des gauches](#).
- [Affaire Oustric](#) : la banqueroute frauduleuse du banquier Albert Oustric en 1929 entraîne la démission du ministre de la Justice [Raoul Péret](#).
- [Affaire de l'Aéropostale](#) : les difficultés rencontrées par la Compagnie générale aéropostale, fortement dépendante de subventions publiques, la poussent à commettre des fraudes comptables puis à se placer en liquidation, après avoir échoué à obtenir une recapitalisation de la part du gouvernement.
- [Affaire de la Banque commerciale de Bâle](#) : en 1932, une perquisition dans la filiale parisienne d'une banque suisse révèle un système organisé d'évasion et de fraude fiscale, éclaboussant une partie de la classe politique⁵.

- Affaire Stavisky** : cette affaire concerne une fraude financière de grande ampleur opérée par **Alexandre Stavisky** et couverte par divers parlementaires et ministres corrompus⁶. Découverte fin 1933, elle contribue, après une violente campagne de presse et l'assassinat de Stavisky, à la chute du gouvernement de **Camille Chautemps** et, dans un contexte de crise politique, aux **émeutes du 6 février 1934**, durant lesquelles quinze personnes sont tuées⁷.

IV^e République : 1946-1958

[modifier | modifier le code]

Article détaillé : **Quatrième République**.

- 1946 : le « **scandale du vin** » dénoncé par le ministre **Yves Farge**⁸ ;
- 1949 : l'**Affaire des généraux**
- Affaire du trafic des piastres** : durant la **guerre d'Indochine**, un trafic de **piastres**, dont le **taux de change** favorisait la **spéculation**, permet un détournement de **fonds publics**, en particulier par des généraux et ministres, au moyen de **faux documents**. L'affaire, révélée en 1950, fait scandale quand est découvert deux ans plus tard que le **Viêt Minh** s'y adonne également dans la **guerre d'indépendance** contre l'État français, jusqu'à ce qu'une loi soit votée en 1953⁹.
- 1950 : l'**affaire Henri Martin**
- 1954 : l'**affaire des fuites**

V^e République : 1958 à nos jours

[modifier | modifier le code]

Présidence de Gaulle

[modifier | modifier le code]

Article connexe : **Présidence de Charles de Gaulle**.

- 1959 : l'**affaire des ballets roses** ;
- 1964 : l'**affaire Saint-Aubain** ;
- 1965 : l'**affaire Ben Barka**, disparition d'un leader de l'opposition marocaine, Mehdi Ben Barka ;
- 1968 : l'**affaire Marković** ;

Présidence Pompidou

[modifier | modifier le code]

Article connexe : **Présidence de Georges Pompidou**.

- Affaire Urba** : L'affaire Urba en **1971** porte notamment sur les conditions d'attribution de marchés publics et concerne le financement occulte du Parti socialiste.
- Affaire de la Garantie foncière**^{10,11,12} : révélée en **1971**, cette affaire dévoile les relations frauduleuses entre la **société civile immobilière** *La Garantie foncière* et le **député** gaulliste **André Rives-Henrÿs** entraînant la démission de ce dernier et l'intervention de la **COB**. Les médias dénoncent l'affairisme du pouvoir en place et lancent la fameuse formule de l'« *État-UDR* ».
- Affaire des **abattoirs de La Villette** : le député UDR **Michel de Grailly** préside la société d'économie mixte chargée de reconstruire les abattoirs de la Villette, chantier long et inutile qui a abouti à sa destruction avant même d'avoir été utilisé (1971).

- 1973 : l'[affaire des plombiers](#) ;
- [Affaire des avions renifleurs](#)
- [Affaire Villarceaux](#)
- [Affaire Jean de Broglie](#)

Présidence Giscard d'Estaing [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article connexe : [Présidence de Valéry Giscard d'Estaing](#).

- [Affaire des diamants](#) : affaire impliquant le président [Valéry Giscard d'Estaing](#) et l'ancien empereur de Centrafrique, Bokassa I^{er}.
- 1974 : l'affaire [Eurodif](#) et sa suite en 1985 l'[affaire des otages du Liban](#) ;
- [Affaire de Vathaire](#)¹³ : affaire d'escroquerie révélée en 1976 à l'encontre de [Marcel Dassault](#), alors député [UDR](#), et impliquant [Jacques Chirac](#). Dans le développement de l'affaire, *[Le Canard enchaîné](#)* accuse l'avionneur d'utilisation frauduleuse de fonds publics et de fraude fiscale, ce que Dassault nie vigoureusement.
- 1979 : l'[affaire Robert Boulin](#) ;

Années 1980 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Affaires [Françafrique](#) ;
- [Affaire de la Société générale](#) : un raid boursier contre la Société générale mené en 1988 révéla une affaire de délits d'initiés dans laquelle plusieurs hommes politiques du Parti socialiste étaient impliqués. Cette affaire fut conclue par un procès.
- [Affaire des écoutes de l'Élysée](#) : affaire révélée en 1993 sur des faits remontant à 1983-86 mettant en cause directement [François Mitterrand](#) et se concluant par la condamnation de quelques-uns de ses proches collaborateurs.
- [Affaire des otages du Liban](#)
- [Affaire du Carrefour du développement](#) : l'affaire porte sur un détournement de 27 millions de francs entre 1984 et 1986 par [Christian Nucci](#), jeune ministre délégué à la Coopération et au développement sous François Mitterrand. Inculpé de détournement de fonds, de faux en écritures publiques et privées par la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, Christian Nucci bénéficie d'une loi d'amnistie sur les délits de financement illégal de campagnes électorales (loi prise dans le même cadre que celle relative au financement des partis politiques français, votée le 15 janvier 1990 spécialement pour lui et les élus socialistes impliqués dans l'affaire Urba) : la Haute Cour rend un non-lieu le 4 avril 1990.
- Affaire du [circuit de Magny-Cours](#)¹⁴
- [Affaire Escota](#)
- Affaire [Jacques Pilhan](#)¹⁵
- [Affaire Jeanny Lorgeaux](#)¹⁶
- [Affaire du Rainbow Warrior](#) : coulage du navire amiral de l'organisation écologiste [Greenpeace](#).
- [Affaire Luchaire](#)^{17, 18, 19} : entre 1982 et 1986, des ventes dissimulées d'armes à l'Iran auraient alimenté les caisses du Parti socialiste, mettant en cause directement le ministre de la Défense [Charles Hernu](#).

- Affaire Noblepac**
- Affaire Pechiney-Triangle**
- Affaire Pierre Botton**
- Affaire René Lucet**
- Affaire SORMAE-SAE**
- Affaire Urba** : le volet marseillais de l'affaire qui a débuté en 1971, sur la période de janvier 1987 à février 1989.
- Affaire UTA**
- Affaire Vibrachoc**²⁰

Présidence Mitterrand [modifier | modifier le code]

Article connexe : **Présidence de François Mitterrand**.

- 1981 : l'**affaire du cancer caché de François Mitterrand** ;
- 1982 : l'**affaire des Irlandais de Vincennes** ;
- 1983 : l'**affaire des écoutes de l'Élysée** ;
- 1985 : l'**affaire des otages du Liban** ;
- 1985 : l'**affaire du sang contaminé** ;
- 1985 : l'**affaire du Rainbow Warrior**, le sabordage du navire amiral de **Greenpeace**, par les services secrets français le 10 juillet 1985 ;
- 1987 : l'**affaire du « détail »** ;
- L'affaire du financement occulte du Parti républicain^{21,22,23} (1987 -1991) ;
- 1989 : l'**affaire Urba** ;
- L'**affaire des ventes d'armes à l'Angola** (1993-1995) ;
- 1990 : l'**affaire de la profanation du cimetière juif de Carpentras** ;
- L'**affaire de la MNEF** ;
- 1992 : l'**affaire Habache** ;
- 1992 : l'**affaire des Mirages de Taïwan** ;
- 1993 : l'**affaire du suicide de Pierre Bérégovoy** ;
- 1994 : l'**affaire Dauphiné News** ;
- 1994 : l'**affaire du suicide de François de Grossouvre** ;
- 1994 : l'**affaire du rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda** ;
- 1995 : l'**affaire des faux électeurs du 3e arrondissement de Paris** ;

Années 1990 [modifier | modifier le code]

- Fonds spéciaux**
- Affaires **Françafrique** ;
- Affaire Agos**
- Affaire Airbus (France)**
- Affaire Botton**

- [Affaire Boucheron](#)²⁴
- [Affaire Dauphiné News](#)
- [Affaire de la Cogédim](#)²⁵
- [Affaire de la Jeunesse toulonnaise](#)
- [Affaire de la MNEF](#) : c'est une affaire d'enrichissement personnel et d'emplois fictifs qui touche la MNEF dans les années 1990, impliquant notamment des personnalités liées au Parti socialiste (PS), et plusieurs issues du courant trotskyste lambertiste, considéré comme ayant « pris le contrôle » de la MNEF à la fin des années 1970.
- [Affaire de la mine d'or de Yanacocha](#)
- [Affaire de la Sempap](#)
- [Affaire de la Sofremi](#)
- [Affaire des avions CASA](#)
- [Affaire des faux chargés de mission](#)
- [Affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris](#)
- [Affaire des fausses factures du RPR](#)²⁶
- [Affaire des frégates d'Arabie saoudite et des sous-marins du Pakistan](#)
- [Affaire des HLM de Paris](#)
- [Affaire des HLM des Hauts-de-Seine](#)
- [Affaire Schuller-Maréchal](#)
- [Affaire des marchés publics d'Île-de-France](#)
- [Affaire des ventes d'armes à l'Angola](#) : appelée aussi Angolagate ou affaire Mitterrand-Charles Pasqua, elle concerne une vente d'armes soviétiques d'un montant total de 790 millions de dollars américains au gouvernement angolais du président [José Eduardo dos Santos](#) en 1994, alors que la guerre civile angolaise venait de reprendre entre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) au pouvoir et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).
- [Affaire Destrade](#)
- [Affaire Doucé](#)^{27, 28}
- [Affaire du casino d'Annemasse](#)
- [Affaire du Crédit lyonnais](#)^{29, 30, 31, 32} : dans les années 1990, le [Crédit lyonnais](#) – alors propriété de l'État – ainsi que plusieurs de ses filiales sont au cœur d'une série d'enquêtes, menées par la Commission bancaire, concernant des malversations qui conduisent le Crédit Lyonnais à la quasi-faillite en [1993](#), à cause d'investissements massifs perdus. Un rapport parlementaire dénonce le système des avances et prêts à risques qui anticipent sur les plus-values, notamment immobilières, qui ont été l'une des causes de la crise du logement. En [1996](#), alors qu'une plainte du [Ministre des finances Jean Arthuis](#) vise [Jean-Yves Haberer](#), Président du Crédit Lyonnais, et [Jean-Claude Trichet](#), Directeur du Trésor, le siège central parisien du Crédit Lyonnais est ravagé par un incendie qui soulève de nombreux doutes quant à son caractère accidentel, notamment en raison des multiples départs d'incendie ainsi que le fait que les archives du groupe au Havre sont également incendiées. Le montant des pertes de plus de 130 milliards de Francs en font l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire.
- [Affaire du financement de Globe Hebdo](#)³³

- Affaire du Relais de la Reine (voir [Michel Mouillot](#))³⁴
- [Affaire du siège de GEC-Alsthom Transport](#)
- [Affaire Elf](#)
 - [Affaire Bidermann](#)
 - [Affaire Dumas](#) (qui est aussi un volet de l'[affaire des frégates de Taïwan](#))
 - [Affaire Thinet](#)
 - [Affaire de la maison du Dr Maillard](#)
 - [Affaire Ertoil](#) (Rachat de [Ertoil](#) en [Espagne](#))
 - Affaire de la FIBA (French Intercontinental Bank) (voir [Histoire du Gabon](#))³⁵
 - [Affaire Leuna](#)
- Affaire Gifco³⁶ : de 1990 à 1994, un bureau d'études mis en place par le [Parti communiste français](#) (PCF), Gifco, a encaissé plus de 2 milliards de [francs français](#) (300 millions d'€, non réévalués) via son bureau d'études Gifco, auprès d'entreprises souhaitant obtenir des marchés municipaux.
- [Affaire Gillibert](#)³⁷
- [Affaire Grenoble Isère développement](#)
- Affaire Joséphine^{38, 39}
- [Affaire Maillard et Duclos](#)
- [Affaire Omnic](#)
- [Affaire Pelat](#)
- [Affaire Pétrole contre nourriture](#)
- [Affaire Testut](#)
- Affaire [Tiberi](#)^{40, 41, 42}
- [Affaire Yann Piat](#)
- Affaire Yves Saint-Laurent (vente d'actions [Yves Saint Laurent \(entreprise\)](#) à [Sanofi](#))⁴³

Présidence Chirac [modifier] modifier le code]

Article connexe : [Présidence de Jacques Chirac](#).

- [Cellule juridique de l'Élysée](#) (1995-2002) ;
- Affaire de la privatisation de la [CGM \(Compagnie générale maritime\)](#)^{44, 45} (1996) ;
- [Affaire des frégates de Taïwan](#) (1997) ;
- [Affaire Dumas](#) (qui est aussi un volet de l'[affaire Elf](#)) (1997) ;
- [Affaire de la cassette Méry](#) (1999) ;
- [Affaire des pailotes](#) (1999) ;
- [Affaire Rhodia](#) (1999) ;
- [Affaire du compte japonais de Jacques Chirac](#) (2001) ;
- Affaire du [château de Bity](#)⁴⁶ ;
- [Affaire du contrat DSK-EDF](#)⁴⁷ (2001) ;
- [Affaire Bédier](#) (2001) ;

- [Affaire des frégates d'Arabie saoudite et des sous-marins du Pakistan](#)
- [Affaire de l'hippodrome de Compiègne](#)
- [Affaire Clearstream 1](#) (2001) ;
- [Affaire Karachi](#) (2002) ;
- [Affaire de la Fondation Hamon](#) (2003) ;
- [Affaire Clearstream 2](#) (2004) ;
- [Affaire des propos de Bruno Gollnisch d'octobre 2004](#)
- [Affaire des frais de bouche des époux Chirac](#) ([Jacques Chirac](#) et [Bernadette Chirac](#))⁴⁸ ;
- [Affaire de la Française des Jeux](#) (2006)^{49, 50, 51} ;
- [Affaire du CE d'EDF](#)⁵² : après 12 ans d'instruction, lourdes condamnations de la [CGT](#), du [PCF](#) et du journal *[L'Humanité](#)* qui se « finançaient sur la bête »⁵³ (2006) ;

Années 2000 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Affaire Alcatel](#)^{54, 55} ;
- [Affaire du Crédit municipal de Paris](#) ;
- [Affaire du Cref](#)⁵⁶
- [Affaire du tramway de Nice](#)⁵⁷ ;
- [Affaire EADS](#) ;
- [Affaire Elf Nigeria](#)⁵⁸ ;
- [Affaire Gaymard](#) ;
- [Affaire Gemplus](#) (Gemalto)⁵⁹ ;
- [Affaire Lagerfeld](#)⁶⁰ ;
- [Affaire Laurent Raillard](#)⁶¹ ;
- [Affaire Michel Mouillot](#) ;
- [Affaire Sulzer](#) ;
- [Affaire Thales](#)⁶² ;
- [Affaire UraMin](#).
- [Affaire Florence Lamblin](#)^{63, 64} ;
- [Affaire des formations professionnelles d'EELV](#)^{65, 66} ;

Quinquennat Sarkozy (2007-2012) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Affaire de l'UIMM](#) (2007) ;
- [Affaire Cécilia Attias](#), ex-épouse de l'ancien président Nicolas Sarkozy : [Panama Papers](#);
- [Affaires Françafrique](#) ;
 - [Affaires Bien mal acquis](#)
- [Affaire du tramway de Bordeaux](#) (2011)⁶⁷ ;
- [Affaire Kerviel / Société générale](#), [crise financière de janvier 2008 à la Société générale](#) ;
- [Affaire Falciani / HSBC](#), [affaire des évadés fiscaux](#) (2009) ;
- [Affaire Tapie-Lagarde](#) (2011) ;

- Affaire [Ziad Takieddine/Total](#)^{68, 69} ;
- Affaire [Guérini](#) (2009), [Panama Papers](#);
- Affaires [Serge Dassault](#) (2010) ;
- Affaire de l'hippodrome de [Compiègne](#) (2010) ;
- Affaire du [Carlton de Lille](#)⁷⁰ (2011) ;
- Affaires [Sarkozy](#)
 - Affaire [Bismuth](#), dite aussi [affaire des écoutes](#) ;
 - Affaire [Bygmalion](#)⁷¹ ;
 - Affaire [Sarkozy-Kadhafi](#) ;
 - Affaire [Woerth-Bettencourt](#) ;
 - Affaire des sondages de l'Élysée.
- Affaire [André Guelfi](#) dit « Dédé la Sardine », homme d'affaires : [Panama Papers](#) ;
- Affaire [Arnaud Claude](#), avocat associé de l'ex-président Nicolas Sarkozy : [Panama Papers](#) ;
- Affaire du détournement de fonds publics au profit de sénateurs UMP
- Affaire [Sylvie Andrieux](#)^{72, 73} (2005-2016) ;

Quinquennat Hollande (2012-2017) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Affaire [Anne Lauvergeon](#) ([AREVA Uramin](#), 2012) ;
- Affaire [Jeanne](#) (2014) ;
- Affaire des assistants parlementaires du Front national au [Parlement européen](#) (2014) ;
- Affaire du détournement de fonds publics au profit de sénateurs UMP (2012) ;
- Affaires [Cahuzac](#) (Affaire des évadés fiscaux + [Panama Papers](#);) ;
- Affaire [Yamina Benguigui](#) ;
- Affaires [Françafrique](#) ;
- Affaire [Aquilino Morelle](#) ;
- Affaire [Thévenoud](#) ;
- Affaire [Kader Arif](#) ;
- Affaire [Le Roux](#) ;
- Affaire [Pierucci](#) / * [Affaire Alstom](#) (2014) ;
- [Panama Papers](#) (2016) ;
- Affaire [Fillon](#) (2017)

Premier quinquennat Macron (2017-2022) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Affaires des eurodéputés du [MoDem](#) ;
 - Affaire [Bayrou](#) ;
- Affaires [Buzyn](#) ;
- Affaires [Darmanin](#) ;
- Affaire [De Rugy](#) ;
- Affaire [Delevoye](#) ;

- [Affaires De Sarnez](#) ;
- [Affaires Dupond-Moretti](#) ;
- [Affaire Dussopt](#) ;
- [Affaire Flessel](#) ;
- [Affaire Goulard](#) ;
- [Affaire Griset](#) ;
- [Affaires Nyssen](#) ;
- [Affaire Kohler / MSC contre association Anticor](#)⁷⁴ ;
- [Affaire Lecornu, l'un des 15 membres de gouvernement à faire face à la justice](#)
- [Affaires Pénicaud, dont \(Affaire Business France\)](#) ;
- [Paradise Papers](#) (2017) ;
- [Affaire MacronLeaks](#) ;
- [Affaires Benalla](#);
- [Affaire Bridey](#) ;
- [Affaire Ferrand ou Affaire des mutuelles de Bretagne](#) ;
- [Affaire Laabid](#) ;
- [Affaire Le Gendre](#) ;
- [Sylvain Maillard \(Pandora papers\)](#) ;
- [Affaire Mercier/Nardella \(affaire des trésoriers du Modem\)](#) ;
- [Affaires Solère](#) ;
- [Pandora Papers](#)
- [Affaire Coralie Dubost](#)
- [Affaire Carlos Ghosn](#)
- [Affaire des comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2017](#)
- [Affaire des sous-marins australiens](#) (2021)
- 2022 : [Affaire McKinsey](#)
- 2022 : [Uber Files](#)

Deuxième quinquennat Macron (2022-2027) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Affaire du fonds Marianne](#)
- [Affaire Bétharram](#)
- [Affaire Hollande-Gayet](#)
- [Affaire Nestlé](#)

Références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Cet article est partiellement ou en totalité issu de l'article intitulé « [Liste d'affaires politico-financières françaises](#) » (voir [la liste des auteurs](#)).
- ↑ Jean-Marie Mayeur, *Les débuts de la [Troisième République](#), 1871-1898*, Seuil, 1973, p. 171
 - ↑ Maurice Toesca, *Le scandale des décorations*, Mame, 1971, p. 79

3. ↑ Ivan Chupin et Jérémie Nollet, *Journalisme et dépendances*, L'Harmattan, 2006, p. 121-123
4. ↑ *Affaire de Panama* [archive], *Encyclopædia Universalis*
5. ↑ « Un scandale suisse à Paris en 1932 », *Le Temps*, 20 mars 2009 (ISSN 1423-3967, lire en ligne [archive], consulté le 20 août 2021)
6. ↑ Paul Baquiast, *La Troisième République: 1870-1940*, L'Harmattan, 2002, p. 127-130
7. ↑ Éric Nguyen, *100 événements du xx^e siècle*, Studyrama, 2006, p. 60-61
8. ↑ « Que cache exactement LE " SCANDALE DU VIN " dénoncé à l'Assemblée par M. Farge ? », *Le Monde*, 5 octobre 1946 (lire en ligne [archive], consulté le 3 juillet 2021)
9. ↑ Jean-Michel Gaillard, « Enquête : qui a profité du trafic des piastres ? », *L'Histoire*, n° 251, février 2001 (résumé [archive])
10. ↑ André Larané, « 5 juillet 1971 Le scandale de la Garantie foncière [archive] », sur *herodote.net* (consulté le 9 juin 2025).
11. ↑ « <http://actualite.nouvelobs.com/Garantie%20Fonci%C3%A8re/> » (Archive.org • Wikiwix • Google • Que faire ?)
12. ↑ « <http://www.franceculture.com/emission-la-fabrique-de-l-histoire%E2%94%8209-10.html?page=11> » (Archive.org • Wikiwix • Google • Que faire ?)
13. ↑ http://bases.ourouk.fr/unite/u-result_frame.php?catalogueID=13308&NumeroJournal=217 [archive]
14. ↑ « SportVox - le media citoyen », sur *sportvox.fr* via *Wikiwix* (consulté le 11 octobre 2023).
15. ↑ L'EXPRESS.fr et, « Jacques Pilhan, "le sorcier de l'Elysée" », *L'Express*, 17 septembre 2009 (lire en ligne [archive], consulté le 31 juillet 2020).
16. ↑ https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:6OHcWHxm6UgJ:www.literaturacomparata.ro/acta_site/articole/acta4/acta4_amougou.pdf&hl=fr&pid=bl&srcid=ADGEESgjDE24ylv4xG0AZIfG9Q5tBiyPlnT-0JOZB5_5KhvvyqHb7RC-VmOLCY4bwaUzz0mbZ3W1LhCn8l6MhgmhZ4H2LfXRIaknwWSvxlmyAm7eISDCjSOwSLZX0gGl1g5WXFnh2fh&sig=AHIEtbQHjznVZDhmEssvP9Mf00o6wkZRGQ&pli=1 [archive]
17. ↑ « 1987: l'affaire Luchaire - L'Express », *L'Express*, 29 mars 1995 (lire en ligne [archive], consulté le 9 octobre 2023).
18. ↑ « Vidéo Ina - Affaire LUCHAIRE, vidéo Affaire LUCHAIRE, vidéo Economie et société Justice et faits divers », sur *ina.fr* via *Wikiwix* (consulté le 9 octobre 2023).
19. ↑ (en) « La France, la guerre Iran-Irak et les affaires... », sur *liberation.fr* via *Wikiwix* (consulté le 9 octobre 2023).
20. ↑ <http://www.francesoir.fr/actualite/politique/bere-mon-ami-37784.html%7b%7b,%7d%7dhttp://www.lepoint.fr/archives/article.php/73471%7b%7b,%7d%7dhttps://www.challenges.fr/magazine/20100916.CHA2762/les-tres-riches-heures-des-presidents-de-la-ve.html> [archive].
21. ↑ « Les affaires de l'ex-Parti républicain », *La Croix*, 8 août 1998 (ISSN 0242-6056, lire en ligne [archive], consulté le 13 juin 2020)
22. ↑ « Non-lieu dans l'enquête sur le financement de l'ex-Parti républicain », *Le Monde*, 8 mars 2010 (lire en ligne [archive], consulté le 13 juin 2020)
23. ↑ « Financement du Parti républicain : non-lieu pour Gérard Longuet [archive] », sur *L'Obs* (consulté le 13 juin 2020)
24. ↑ [1] [archive], [2] [archive]
25. ↑ [3] [archive], [4] [archive], [5] [archive]
26. ↑ [6] [archive], [7] [archive], [8] [archive], [9] [archive]
27. ↑ Gaetner Gilles, « L'affaire Doucé resurgit », *L'Express*, 31 juillet 1997 (lire en ligne [archive], consulté le 31 juillet 2020)
28. ↑ Brigitte VITAL-DURAND, « Affaire Doucé: le préfet et le patron des RG relaxés. L'inspecteur Jean-Marc Dufourg est en revanche condamné. [archive] », sur *Libération* (consulté le 27 décembre 2022)
29. ↑ Guillaume Duval, « Le pari perdu du lyonnais », sur *archives.arte.tv* (version du 7 mai 2012 sur archive.org).
30. ↑ Jérôme Bouin et Damien Hypolite, « Comprendre l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais », *Le Figaro*, 5 août 2011 (ISSN 0182-5852) (version du 11 mai 2012 sur archive.org).
31. ↑ « COMBINES ET « TRICHERIES » DE L'ETAT DANS L'AFFAIRE DU CREDIT LYONNAIS », sur *www.libres.org* (version du 10 janvier 2012 sur archive.org).

32. ↑ « Les protagonistes de l'affaire du Crédit lyonnais : Une galerie de portraits des principaux acteurs de cette affaire. [archive] », *Le Monde*, 18 janvier 2006 (ISSN 0395-2037, consulté le 9 juin 2025).
33. ↑ [10] [archive], [11] [archive]
34. ↑ [12] [archive], [13] [archive]
35. ↑ Enquête sur les réseaux de la compagnie : Elf, banquier du pétrole et de la guerre en Afrique. Créée dans les années 70, la Fiba, banque contrôlée par Elf et le président du Gabon, brasse en coulisses les millions de l'or noir [archive] (*Libération*), Décryptage de la stratégie africaine d'Elf / La FIBA [archive]
36. ↑ [14] [archive], [15] [archive], [16] [archive], [17] [archive], [18] [archive], [19] [archive], [20] [archive], [21] [archive]
37. ↑ [22] [archive]
38. ↑ https://www.lexpress.fr/informations/montaldo-les-mysteres-du-dossier-josephine_598790.html [archive]], [23] [archive]
39. ↑ [24] [archive]
40. ↑ [25] [archive]
41. ↑ [26] [archive]
42. ↑ [27] [archive]
43. ↑ [28] [archive]
44. ↑ https://www.liberation.fr/societe/2000/06/23/la-justice-a-l-abordage-de-la-privatisation-de-la-cgm_328315/ [archive]
45. ↑ https://www.lexpress.fr/informations/cgm-la-note-que-l-on-avait-negligee_638793.html [archive].
46. ↑ [29] [archive], [30] [archive], [31] [archive]
47. ↑ [32] [archive], [33] [archive]
48. ↑ http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/les-affaires-de-jacques-chirac_825203.html%7b%7b,%7d%7dhttps://www.lemonde.fr/societe/article/2005/09/22/l-affaire-des-frais-de-bouche-du-couple-chirac-definitivement-close_691969_3224.html%7b%7b,%7d%7dhttp://www.leparisien.fr/faits-divers/vers-un-non-lieu-dans-l-affaire-des-frais-de-bouche-10-03-2004-2004817586.php [archive].
49. ↑ [<http://www.lepoint.fr/archives/article.php/5016>] [archive]
50. ↑ https://www.lexpress.fr/informations/gerard-cole-impose-sur-les-fonds-secrets_646136.html [archive]
51. ↑ http://www.lepost.fr/article/2007/11/30/1060467_francaise-des-jeux-l-arnaque.html [archive]]
52. ↑ [34] [archive], [35] [archive]
53. ↑ Nouailhac : La CGT d'EDF lourdement condamnée [archive] *Le Point*
54. ↑ « Alcatel-Lucent: un allié très écouté de la NSA [archive] », sur *L'Express*, 30 octobre 2013 (consulté le 14 décembre 2025)
55. ↑ Nicolas Moinet, « COMPÉTITIVITÉ ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE: Les enseignements de l'affaire Gemplus », *Diplomatie*, n° 5, 2003, p. 46–49 (ISSN 1761-0559, lire en ligne [archive], consulté le 14 décembre 2025)
56. ↑ <http://www.liberation.fr/societe/010143005-apres-la-mnef-le-ps-la-main-dans-le-cref%7b%7b,%7d%7dhttp://pro.news-assurances.com/blog/affaire-du-cref-la-mrfp-demande-sa-liquidation-pour-echapper-au-versement-de-dedommagement-s/0169223056%7b%7b,%7d%7dhttp://www.news-banques.com/affaire-du-cref-une-grande-victoire-pour-les-adherents/012174408/#> [archive].
57. ↑ http://www.nice.maville.com/actu/actudet_--Alpes-Maritimes-Marche-truque-du-tram-L-affaire-Monleau-deraille-a-la-barre_dep-641965_actu.Htm%7b%7b,%7d%7dhttp://www.page-crime.com/index.php/articles-municipalites/le-tramway-de-nice-un-chantier-pollue-par-une-affaire-de-pots-de-vin.html%7b%7b,%7d%7dhttp://www.bakchich.info/Une-filiale-de-Thales-mise-au,04449.html%7b%7b,%7d%7dhttp://www.bakchich.info/Thales-a-la-barre-du-tribunal,03978.html [archive].
58. ↑ <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/eh/ff/ethique/lectures/Le%20Monde%20Elf%20au%20Nigeria%20commissions%20occultes.htm> [archive]
59. ↑ Pierre Alonso, « Gemalto, une cible de choix pour la NSA [archive] », sur *Libération* (consulté le 14 décembre 2025)
60. ↑ [36] [archive], [37] [archive], [38] [archive], [39] [archive]
61. ↑ [40] [archive], [41] [archive]

62. ↑ [\[42\]](#) [\[archive\]](#), [\[43\]](#) [\[archive\]](#), [\[44\]](#) [\[archive\]](#), [\[45\]](#) [\[archive\]](#)
63. ↑ « [Lamblin, son copain rockeur, son argent et ses sex-toys](#) » [\[archive\]](#), Angélique Négroni, *Le Figaro.fr*, 23 octobre 2012.
64. ↑ [\[46\]](#) [\[archive\]](#), [\[47\]](#) [\[archive\]](#), [\[48\]](#) [\[archive\]](#)
65. ↑ « [Arrêt sur images](#) » [\[archive\]](#) », sur *www.arretsurimages.net* (consulté le 1^{er} avril 2025)
66. ↑ [\[49\]](#) [\[archive\]](#)
67. ↑ « [Affaire du tramway de Bordeaux : l'ancien trésorier du PCF placé en garde à vue](#) » [\[archive\]](#) », sur *SudOuest.fr* (consulté le 18 février 2017)
68. ↑ « [Les documents Takiieddine. L'émissaire du clan Sarkozy en Libye rétribué secrètement par Total](#) », *Mediapart*, 18 août 2011 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#), consulté le 18 février 2017)
69. ↑ [\[50\]](#) [\[archive\]](#), [\[51\]](#) [\[archive\]](#)
70. ↑ Louise Fessard, « [Lille : les mystères de l'attribution du Grand Stade à Eiffage](#) » [\[archive\]](#) », sur *Mediapart* (consulté le 13 juin 2020)
71. ↑ [\[52\]](#) [\[archive\]](#), [\[53\]](#) [\[archive\]](#)
72. ↑ « [La député PS Sylvie Andrieux mise en examen](#) », *Le Monde*, 8 juillet 2010 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#), consulté le 13 juin 2020)
73. ↑ Aliette de Broqua, « [Le PS marseillais secoué par les affaires](#) » [\[archive\]](#) », sur *Le Figaro*, 5 juillet 2010 (consulté le 13 juin 2020)
74. ↑ Laure Cometti et Hélène Sergent, *[Conflits d'intérêts : Tout comprendre à « l'affaire Kohler », relancée par Mediapart et qui éclabousse l'Elysée](#)* [\[archive\]](#) 20 Minutes, 25/06/2020.

Voir aussi [\[modifier\]](#) [\[modifier le code\]](#)

Liens internes

 [\[modifier\]](#) [\[modifier le code\]](#)

- [Parquet national financier](#)
- [Financement des partis politiques français](#)
- [Liste d'affaires révélées par *Le Canard enchaîné*](#)
- [Déontologie professionnelle](#)
- [Favoritisme](#)
- [Lanceurs d'alertes](#)
 - [Fuite d'informations](#)
- [Journalisme d'enquête](#)
 - [European Investigative Collaborations \(EIC-Europe\)](#)
 - [Consortium international des journalistes d'investigation \(ICIJ-USA\)](#)
- [Fiscalité des entreprises et professionnels](#)
 - [Affaire politico-financière](#)
- [Secret bancaire](#)
 - [Secret bancaire en Suisse](#)
- [Affaire de la Banque Ambrosiano](#)
- [Affaire HSBC](#)

Scandales de l'[évasion fiscale](#) et [blanchiment d'argent](#) via [paradis fiscaux](#) :

[Affaire des fonds financiers \(2012\)](#) dont [Affaire Cahuzac](#)

- [Affaire des évadés fiscaux](#) (2013) dont [Affaire Canuzac](#)
- [Offshore Leaks](#) (2013)
- [China Leaks](#) (2014)
- [Luxembourg Leaks](#) (2014)
- [FootballLeaks](#) (2015)
- [Swiss Leaks](#) (2015)
- [Bahamas Leaks](#) (2016)
- [Panama Papers](#) (2016)
- [Malta Files](#) (2017)
- [Paradise Papers](#) (2017 - [Personnes visées](#))
- [CumEx Files](#) (2018)
- [Implant Files](#) (2018)
- [MacronLeaks](#) (2019)
- [Mauritius Leaks](#) (2019)
- [BlueLeaks](#) (2020)
- [FinCEN Files](#) (2020)
- [OpenLux](#) (2021)
- [Pandora Papers](#) (2021)

[Portail de l'économie](#)

[Portail du droit français](#)

[Portail de la finance](#)

[Portail de la criminologie](#)



[Portail de la politique française](#)

Catégories : [Liste en rapport avec la politique française](#) | [Affaire politico-financière en France](#)
| [Justice financière en France](#) | [Scandale politique français](#) [\[+\]](#)

La dernière modification de cette page a été faite le 9 juillet 2026 à 23:51. La page a été rendue avec [Parsoid](#).

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) | [À propos de Wikipédia](#) | [Avertissements](#) | [Contact](#) | [Contacts juridiques & sécurité](#) | [Code de conduite](#)

[Développeurs](#) | [Statistiques](#) | [Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) | [Version mobile](#)

